

Pfizer a corrompu l'UE pour fourguer ses pseudo « vaccins » anti-Covid



[Source : LHK]

Quand on se sert de sommes astronomiques payées par le contribuable, on se doit de lui rendre des comptes. Ca ne se discute pas



L'entente si parfaite de l'autosuffisance, voire de l'arrogance!

Bruxelles, un lieu où le monde du fric et celui de la « politique » coulent

depuis de nombreuses décennies des jours bénis par le dieu du fric, et de l'entente. Autrefois, cela s'appelait trafic d'intérêts ou corruption. Planète finance a rebaptisé les accointances en lobbying au service du concept *multi-stakeholder* qui a fait la fortune du World Economic Forum, représentée par Klaus Schwab, et parrainé par le puissant Henry Kissinger...



<https://lilianeheldkhawam.com/2021/02/06/qui-est-klaus-schwab-le-maitre-de-la-montagne-magique/>

Et selon le modèle fumeux du multi-stakeholders, les populations sont des ignares qui ne méritent pas d'être informées. Donc on arrange des affaires aux sommes inimaginables dans un entre-soi détestable qui ferait pâlir d'envie les siciliens les plus célèbres.

Bref, Covid s'étant invitée dans la vie de la planète, la Commission européenne a trouvé parfaitement normal d'acheter des milliards de doses d'un produit non fini et de les injecter aux contribuables-cobayes. Evidemment pour que tout ceci fonctionne, l'information doit être mise sous embargo. C'est exactement ce qui s'est passé avec les contrats de l'oligopole producteur de vaccins.

Je vous invite à réécouter Michelle Rivasi qui vous parle des contrats de l'UE avec BigPharma. Longtemps indisponibles, puis après ils ont été mis à disposition mais... caviardés.

Et voilà qu'un journaliste insistant, auquel nous joignons notre voix, demande les textes échangés entre Ursula von der Leyen et le chef de Pfizer. Il est bien clair que dans la logique de ce club très fermé, on ne se sent pas obligé de répondre à la demande, sauf si un jour le vent se mettait à tourner et que les contrôleurs de ladite Présidente prennent position avec le journaliste. C'est exactement qui semble se produire en ce moment.

Je vous laisse prendre connaissance de cette info excessivement importante que les populations pourraient s'approprier pour demander des comptes et exiger la transparence à leur tour.

Je vous mets en bas d'écran des extraits de textes remis à l'UE, passablement caviardés... Rappelons ici que Bruxelles a promis l'immunité aux industriels, mais elle a aussi demandé à chaque Etat membre de prendre les frais de justice en cas de procédures contre les fabricants du produit inoculé, suite à des effets indésirables.

LHK

2 vidéos qui rendent compte de l'actualité de madame la présidente de la Commission européenne.

La 1ère vidéo commence à l'étape de l' »échange « entre celle-ci et le maître de la montagne magique. On se demande franchement si elle n'est pas en train de passer un examen. (En cas d'intérêt, vous pouvez écouter son intervention en revenant en arrière)

Ici, un youtubeur anglosaxon semble avoir déterré des casseroles de l'époque où madame était aux affaires de la politique allemande.

L'observateur (watchdog ou chien de garde) de l'UE accuse Ursula von der Leyen de « mauvaise gestion » et lui ordonne de remettre les textes secrets qu'elle a envoyés au PDG de Pfizer lors des efforts pour acheter 1,8 milliard d'injections anti-Covid.

Daily Mail

- Ursula von der Leyen a utilisé la « diplomatie personnelle » pour conclure un accord sur le vaccin Pfizer
- Des textes avec le PDG Albert Bourla ont été demandés par un journaliste mais non fournis
- Le médiateur de l'UE a critiqué la chef et lui a ordonné de remettre des textes



Un des corrupteurs-lobbies les plus puissants de l'UE. BigPharma

Par Jack Newman pour Mailonline

Publié : le 28 janvier 2022

Un chien de garde officiel de l'UE a critiqué Ursula von der Leyen pour avoir gardé des messages texte secrets avec le PDG de Pfizer concernant l'achat de doses de vaccin Covid, affirmant que cela « constituait une mauvaise administration ».

La médiatrice de l'UE, Emily O'Reilly, a émis une recommandation formelle demandant au bureau de von der Leyen de rechercher et de remettre les textes dans le cadre d'une demande d'accès à l'information déposée par un journaliste.



Emily O'Reilly, Emily O'Reilly a été élue pour la première fois Médiatrice européenne en juillet 2013. À la suite des élections au Parlement européen, elle a été réélue pour un mandat de cinq ans en décembre 2014 puis une nouvelle fois en décembre 2019. En tant que Médiatrice européenne, elle enquête sur des cas de mauvaise administration au sein des institutions et des organes de l'Union européenne. En 2016, Mme O'Reilly figurait sur la liste de Politico des femmes qui « façonnent » Bruxelles. En reconnaissance de son travail, elle a reçu le prix Schwarzkopf Europe en 2017, le prix « Vision pour l'Europe » du sommet européen de Prague en 2018 et le « prix Europe » de l'Université de Flensburg en 2020. <https://www.ombudsman.europa.eu/fr/emily-oreilly/biography/fr>

En avril de l'année dernière, le New York Times a révélé que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le PDG de Pfizer, Albert Bourla, avaient échangé des SMS et des appels concernant l'achat de vaccins pour les pays de l'UE.

Le chef de la Commission européenne a utilisé la « diplomatie personnelle » pour conclure l'accord pour 1,8 milliard de vaccins Pfizer via des SMS avec le PDG, a révélé le journal.

Le journaliste Alexander Fanta du site d'information netzpolitik.org a ensuite demandé à la Commission l'accès aux SMS et autres documents,

mais l'exécutif ne les a pas fournis.

La commission a rejeté la demande de liberté d'information, refusant de dire si les textes existaient – même si von der Leyen les avait elle-même mentionnés dans une interview aux médias.

Selon l'enquête du médiateur, la Commission n'a pas clairement demandé au cabinet de von der Leyen de rechercher les SMS.

Au lieu de cela, la Commission a déclaré que les seules informations dont elle disposait étaient un e-mail, une lettre et un communiqué de presse.

« Cela ne répond pas aux attentes raisonnables en matière de transparence et de normes administratives au sein de la Commission », a déclaré O'Reilly.

<https://www.dailymail.co.uk/news/article-10451919/EU-watchdog-orders-Ursula-von-der-Leyen-hand-secret-texts-sent-Pfizers-CEO.html>

« En ce qui concerne le droit d'accès du public aux documents de l'UE, c'est le contenu du document qui compte et non le dispositif ou le formulaire. Si les SMS concernent les politiques et les décisions de l'UE, ils doivent être traités comme des documents de l'UE.

Le médiateur a déclaré que la commission devrait demander au bureau de von der Leyen de rechercher à nouveau les textes, et s'il les trouvait, « la Commission devrait évaluer si un accès public peut leur être accordé » conformément aux règles de l'UE.

« L'administration de l'UE doit mettre à jour ses pratiques d'enregistrement des documents pour refléter cette réalité. »

Von der Leyen et le PDG de Pfizer, Albert Bourla (photo), avaient échangé des SMS et des appels concernant l'achat de vaccins pour les pays de l'UE

La Commission a fait valoir qu'un « message texte ou un autre type de messagerie instantanée est, par nature, un document de courte durée qui ne contient en principe pas d'informations importantes concernant des questions relatives aux politiques, aux activités et aux décisions de la Commission » et que « la Commission enregistre- garder la politique exclurait en principe la messagerie instantanée.

Ils ont également déclaré au médiateur qu' «à ce jour, il n'a enregistré aucun SMS dans son système de gestion de documents ».

Mais O'Reilly a rejeté cet argument, affirmant que les textes relèvent de la définition de la Commission d'un document.

La Commission Von der Leyen a dirigé le préachat de vaccins Covid pour les 27 pays de l'UE.

Plus de la moitié des doses achetées ou précommandés par la commission proviennent de BioNTech-Pfizer, ce qui en fait de loin le plus gros fournisseur des efforts d'inoculation du bloc.

La commission refuse de divulguer des aspects clés de ses contrats avec les fournisseurs de vaccins Covid, notamment sur les prix, invoquant le secret commercial.

Suite sur le
site <https://www.dailymail.co.uk/news/article-10451919/EU-watchdog-order-s-Ursula-von-der-Leyen-hand-secret-texts-sent-Pfizers-CEO.html>